

## LES RETRAITÉS VIVANT EN CORSE EXIGENT :

Condamnés à la double peine, celle qui vise nos retraites donc notre pouvoir d'achat par une politique nationale désastreuse (blocage des revalorisations, cotisation supplémentaire en 2014) nous subissons en corse comme les actifs une cherté de la vie et des frais supplémentaire liés au handicap de l'insularité; malgré les réfections de tva, les exonérations fiscales, et l'enveloppe de continuité territoriale (près de 200 millions d'euros). Ces détournements massifs d'argent public au bénéfice de quelques uns font que plus de 2000 personnes en corse sont éligibles à l'impôt sur les grandes fortunes et par la faible déclaration foncière d'autres plus nombreux échappent à l'impôt.

Les conflits de 89 et 95, où des dizaines de milliers de travailleurs sont descendus dans la rue et ont obtenu cette prime de vie chère, ont permis cette avancée contre le patronat local et les dirigeants nationalistes dont le syndicat STC. (voir déclaration d'E. Simeoni contre la revendication). Des promesses ont été faites par les pouvoirs publics aux retraités mais jamais tenues.

Pour cela nous revendiquons que justice soit faite par :

- *la reconnaissance de cet état de fait par une prime mensuelle de 200 euros à tous les retraités.*
- *une réduction de 50 % sur les tarifs de transports maritime et aérien.*
- *Enfin mettre en place une véritable politique des prix et des marges bénéficiaires en bloquant ceux ci. (carburants, produits alimentaires, bâtiment bénéficiant de réfections de tva)*

**TOUT CELA EST JUSTE,  
C'EST UNE MISE À PARITÉ  
AVEC NOS COLLÈGUES DU CONTINENT,**

Sachons que malgré les évidences rien ne nous sera octroyé de droit, que cela dépend de chacun d'entre nous.

Le 3 juin a été une étape de mobilisation continuons le combat, soyons plus combatifs et plus nombreux.

## RAIDS ISRAËLIENS SUR GAZA

La CGT exhorte le gouvernement français à intervenir

La CGT tient à exprimer sa profonde indignation et condamne énergiquement le déferlement de feu qui s'abat sur Gaza depuis plusieurs jours. Elle réitère son opposition à toutes formes de violence, d'où qu'elles viennent, et de punition collective à l'encontre des populations civiles. Aucune action militaire ne permettra de solutionner le conflit israélo-palestinien qui dure depuis plus de 47 ans maintenant. Seuls le dialogue, le respect des droits humains et l'application des conventions internationales et des multiples résolutions des Nations unies sont susceptibles de ramener la paix dans cette région du monde.

## PRENDRE AUX PAUVRES ...

## ...POUR DONNER AUX RICHES

Les députés votent le gel des retraites de plus de 1200 euros jusqu'à octobre 2015. Cela fera 18 mois de blocage alors qu'elles auraient dû être revalorisées de 0.6 en mars.

Est-on riche avec 1200 euros par mois ? Soit 40 euros par jour...

Certains le pensent. Le gouvernement vient de déclarer la guerre aux plus pauvres, à ceux qui souffrent, en faisant des cadeaux au MEDEF. Comme les intermittents le disent : le siège du MEDEF se trouve à Matignon.

Nous appelons les retraités à continuer à lutter pour la hausse de leur retraite et à soutenir toutes les luttes en cours. Soyons avec les marins, les postiers, Air France leur combat est le nôtre. La crise c'est celle des patrons et ce n'est pas à nous de la payer.

USR cgt 2b



# SNCM

## **UN CONFLIT NÉCESSAIRE ET JUSTIFIÉ QUI A OBLIGÉ LE GOUVERNEMENT ET P.GIACOBBI À SE DÉMASQUER.**

Il a fallu 2 semaines de grève avec toutes les conséquences que l'on sait pour connaître les véritables intentions de Paul Giacobbi et du gouvernement. Prétextant une dette de 420 millions TRANSDEV (association Véolia / caisse des dépôts) exige le dépôt de bilan avec pour corollaire le démantèlement de l'entreprise (dépôt de bilan) au profit de la CNM (stef) par une entente avec A. Frerot qui est le PDG de Veolia. Cela, nous dit-on, effacerait la dette et permettrait à une autre structure de repartir avec au passage un millier d'emploi détruits.

Ce plan machiavélique a été provisoirement mis en échec par une lutte dure mais juste.

Nous citerons Bonefoix avocate en droit européen (source l'huma) « face à une plainte de Corsica Ferries sur les privatisations de la SNCM et sur la délégation de service public (2006), la cour Européenne a estimé qu'au total 420 millions avait été versé à tort. Il ne s'agit, ni de subvention, ni d'un acte illégal l'Etat et la CTC étant seuls responsables.

Sur la dette il s'agit d'un enfumage car ces 2 affaires ne sont pas définitivement jugées, la procédure pouvant durer plusieurs années et en définitif c'est l'état et la CTC qui calculeront les sommes dans le cadre d'un accord national.

**En définitif les 2 coupables (l'Etat et la CTC) prennent en otage 2 Régions et 2500 travailleurs. La plainte du low coast les ayant largement aidés dans leur démarche.**

**CORSE MATIN PUBLIERA-IL LE COMMUNIQUÉ DE PRESSE DES RETRAITÉS CGT COMME IL A PUBLIÉ LE TORCHON DES GRANDES MAISONS CORSES.**

Bastia, le 30 juin 2014

COMMUNIQUE de PRESSE

Les retraités CGT de Haute Corse s'insurgent contre le communiqué des Grandes Maisons Corses qui appellent à la liquidation des 2400 employés de la SNCM.

Ce pseudo syndicat s'en prend à 40 ans de syndicalisme CGT. On reconnaît bien ce patronat de choc bénéficiaire de la zone franche, des exonérations fiscales et des orientations tout tourisme qui ont amené 30000 jeunes corses au chômage.

Les retraités CGT sont fiers d'appartenir au syndicat des luttes de 89 et 95, des luttes actuelles d'Air France, de la Poste. Nous sommes au côté des marins et salariés de la SNCM pour la garantie de l'emploi et du service public.

**Pour vivre en Corse de façon digne, dégages de l'assistanat et des nouveaux « ghjio » que représentent les Grandes Maisons Corses**

**IL EST VRAI QUE NOUS NE PAYONS PAS LES ORGANES DE PRESSE !!!**

**UN SACCAGE INADMISSIBLE !!**

L'Union Régionale CGT condamne le saccage des locaux de la SNCM par des individus soutenus par une partie du patronat nommé faussement sociaux professionnels.

On peut comprendre que des manifestations se produisent contre les effets de la grève. Certains semblent en oublier les raisons qui conduisent 7 organisations syndicales à défendre l'emploi de 2400 salariés. L'atteinte à l'outil de travail des sédentaires affectés à l'agence de Bastia mérite une explication claire des organisateurs de la manifestation. Certains ont toujours rêvé de salariés soumis,

En s'en prenant au syndicalisme c'est à la démocratie qu'ils s'attaquent, les articles publiés à grand frais citant nommément notre organisation relèvent de l'irresponsabilité. Notre soutien sans faille aux marins et sédentaires en lutte pour leur emploi rejoint notre combat quotidien contre le travail dissimulé et l'exploitation dans les secteurs du bâtiment, dans l'agriculture, l'hôtellerie et la restauration.

Les salariés de cette région savent que toutes les avancées qu'ils ont eues ne leur ont jamais été octroyées de droit, mais par des luttes et des conflits comme en 89 et 95. le combat syndical est synonyme de progrès social ici comme dans le monde entier.

**En ces temps de précarité et de chômage massif il serait suicidaire de courber l'échine, notre appel ira au développement des luttes pour sortir notre région et le pays, de la misère.**